

COMPETITIVITE DES BANQUES COMMERCIALES ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DU MALI : DETERMINANTS ET EFFETS

Lansine BAGAYOKO

*Institut Supérieur de Technologies Appliquées de Bamako (TechnoLAB - ISTA)
bagayokolansine@yahoo.fr / lansinebagayoko@gmail.com*

Résumé

Cet article analyse l'impact de la compétitivité des banques commerciales sur le développement économique du Mali. Nous avons adopté une méthodologie mixte, combinant les approches qualitatives et quantitatives en s'appuyant sur des données de 2017 à 2022. Les résultats révèlent qu'une augmentation de la compétitivité des banques stimule positivement la croissance économique, réduit la pauvreté et améliore le bien-être des ménages. L'étude recommande des politiques publiques visant à renforcer la concurrence dans le secteur bancaire, notamment la facilitation de l'entrée de nouveaux acteurs, la promotion de l'innovation et la protection des consommateurs. Ces mesures, conjuguées à un meilleur financement du secteur primaire et des PME/PMI, pourraient stimuler durablement le développement économique au Mali.

Mots-clés : *Compétitivité, banques commerciales, développement économique, croissance économique, pauvreté*

Abstract

This article analyzes the impact of commercial banks' competitiveness on economic development in Mali. We have adopted a mixed methodology, combining qualitative and quantitative approaches using data from 2017 to 2022. The results reveal that an increase in bank competitiveness positively stimulates economic growth, reduces poverty and improves household welfare. The study recommends public policies to enhance competition in the banking sector, including facilitating the entry of new players, promoting innovation and protecting consumers. These measures, combined with better financing of the primary sector and SMEs/SMIs, could provide a lasting boost to economic development in Mali.

Keywords: *Competitiveness, commercial banks, economic development, economic growth, poverty*

Introduction

Dans les pays en voie du développement, les banques représentent le poumon qui alimente les autres secteurs de l'économie. Elles collectent les dépôts des particuliers et des entreprises et fournissent des crédits aux entreprises, ce qui leur permet de financer leurs activités, d'investir et de se développer. Elles favorisent l'innovation financière, en introduisant

les services bancaires mobiles, qui augmentent l'efficacité des transactions financières et améliorent l'accessibilité des services bancaires pour la population. Les banques sont les locomotives de l'économie, par leur rôle de création de monnaie à travers l'octroi de crédit et par conséquent le système bancaire doit être géré avec beaucoup de rigueur. L'impact de la finance sur la croissance ne fait pas l'unanimité dans la littérature économique. La théorie économique est partagée entre ceux qui pensent à effet positif de la finance sur la croissance comme Bagehot, et Schumpeter (2011) et ceux qui pensent le contraire comme Robinson (1952), Lucas (1988). Les premiers parlent de son importance dans le développement industriel de l'Angleterre et les seconds se basent sur les crises financières successives.

Le financement de l'économie malienne est dominé par les banques commerciales. Les institutions de microfinances, des compagnies d'assurances, et des opérateurs de transfert d'argent restent insuffisants et la bourse régionale (BRVM) est utilisée que par quelques grandes entreprises et l'État malien, c'est pourquoi le financement de l'économie du pays reste faible. Le marché bancaire malien est constitué de 14 banques, de 3 établissements financiers et 105 systèmes financiers décentralisés (SFD) avec un taux de bancarisation élargie de 30,8%. (BCEAO, 2021). Les banques commerciales représentent 90% des actifs du secteur, les microfinances 3% des actifs et les autres entités financières se partagent les 7% des parts restantes (Banque mondiale, 2022).

L'économie malienne est essentiellement rurale, puisque les deux tiers de la population vivent de l'agriculture, notamment du coton. L'or est le principal produit d'exportation du pays, mais sa production diminue et le secteur a un avenir incertain parce que les réserves prouvées sont limitées. Le secteur des services, qui contribue pour 40 % au PIB, est dominé par les échanges et le commerce. L'industrie, qui emploie tout juste 3 % de la population active, se compose essentiellement d'installations de transformation alimentaire et d'usines textiles de petite taille. La très grande majorité de la population (plus de 90 %) travaille dans le secteur informel.

Le Mali table sur le développement du secteur primaire comme principal moteur de croissance économique, de réduction de la pauvreté et de sécurité alimentaire. En termes de croissance, la performance du secteur agricole s'est nettement améliorée à la suite des réformes économiques des années 1980 et 1990. L'agriculture, qui emploie environ 60% de la

population active, contribue pour 30% à une croissance économique de 3.73% en 2022. La croissance agricole a réduit partiellement la pauvreté et a amélioré la sécurité alimentaire, même si l'incidence de la pauvreté reste élevée à près de 45 % en 2019, de même que l'insécurité reste chronique en particulier en milieu rural (FAO, 2021). Le Mali traverse une période d'instabilité politique et de conflits depuis 2012. Cette insécurité perturbe les activités rurales, provoque de graves dégâts matériels et humains, des déplacements inhabituels des populations et aggrave l'insécurité alimentaire. Dans un tel contexte les banques commerciales jouent un rôle crucial dans le soutien à l'économie, en assurant la continuité des opérations financières, en soutenant les entreprises et les particuliers, et en collaborant avec les autorités pour atténuer les effets de la crise économique.

Cette étude vise à analyser le lien qui existe entre la compétitivité des banques commerciales et développement économique du Mali. Au regard de tous ces éléments, notre question principale est la suivante : Quel lien s'établit-il entre la compétitivité des banques commerciales et le développement économique au Mali ? Nous apportons également des réponses aux questions spécifiques suivantes : quel est le degré de compétitivité des banques maliennes ? Quels sont les secteurs économiques financés par les banques commerciales maliennes ?

Pour répondre à ces questions nous avons adopté une méthodologie basée sur une approche mixte (qualitative et quantitative), en analysant les données des banques commerciales maliennes sur la période de 2017 à 2022 et de la banque centrale. Cette approche nous a permis d'examiner en profondeur le degré de compétitivité des banques maliennes et leur niveau d'implication aux développements sociaux économiques du pays à travers les financements qu'elles accordent.

Le plan de cet article est structuré comme suit : Après l'introduction, nous présentons notre méthode et le processus de recueil des données. Les résultats sont analysés et discutés, mettant en lumière les implications des banques au développement du pays. Nous abordons également les limites de notre étude avant de conclure avec les perspectives et recommandations.

1- Méthodologie

Dans cette étude nous avons adopté une méthodologie mixte, combinant

les approches qualitatives et quantitatives. Cette approche mixte a été privilégiée pour sa capacité à fournir une compréhension holistique et nuancée des phénomènes étudiés, permettant une analyse à la fois des tendances générales et des expériences individuelles (Creswell & Plano Clark, 2011). Pour l'échantillonnage, nous avons utilisé la méthode des quotas, choisissant les données des 14 banques exerçant au Mali et celles de la banque centrale. Cette méthode a été préférée en raison de sa pertinence dans le contexte d'une étude non probabiliste, où il est essentiel de refléter la diversité du secteur bancaire malien (Bryman, 2016). Le recueil des données a été effectué à travers des rapports annuels des banques commerciales et de la banque centrale, complété par des entretiens semi-dirigés. Cette combinaison a permis de recueillir à la fois des données quantitatives et qualitatives, enrichissant l'analyse (Flick, 2018). Pour l'analyse des données, nous avons adopté la méthode d'analyse par questionnement analytique de Paillé et Mucchielli (2012), appropriée pour les études de besoins et les recherches évaluatives portant sur les croyances et les motivations. Cette méthode inductive a permis aux thèmes et motifs d'émerger naturellement du matériel empirique, offrant une compréhension riche des compétitivités des banques maliennes (Paillé & Mucchielli, 2012). Cette méthodologie mixte et notre choix de la méthode des quotas s'alignent avec les objectifs de notre recherche, visant à établir le lien entre la compétitivité des commerciales et le développement économique au Mali.

2- Résultats

2.1. Compétitives des banques maliennes

Les tableaux 1 et 2 présentent le niveau des fonds propres des banques et leur niveau de rentabilité pendant la période de 2021 à 2023. La compétitivité des banques est essentielle non seulement pour leur propre survie et prospérité, mais aussi pour le bien-être économique général. L'existence d'un secteur bancaire sain et efficace est essentielle à toute économie. Les banques contribuent à la croissance économique, notamment en permettant la détention et l'échange d'actifs financiers et en accordant des prêts aux entreprises et aux consommateurs. La compétitivité des banques se mesure généralement par la rentabilité des

actifs (ROA), la rentabilité des capitaux propres (ROE), coefficient de liquidité (CL), coefficient d'exploitation (CE).

Tableau n°1 : Fonds propres effectifs des banques

BANQUES	FONDS PROPRES EFFECTIFS		
	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2023
BDM	65	68	70
BIM	26	26	23
BNDA	80	90	93
BCS	27	27	28
BOA	30	37	47
ECOBANK	47	52	63
BICIM	11	20	26
BMS	110	128	153
BSIC	15	12	25
ORABANK	-21	-22	-22
BAM	26	28	30
BCI	22	25	27
CORIS BANK	19	22	26
UBA	10	10	12
TOTAL	468	522	602

Source : APBEF, 2023

Selon le dispositif prudentiel de la BCEAO, les fonds propres ou fonds propres effectifs (FPE) sont constitués de la somme des éléments suivants : (a) les fonds propres de base (T1), qui sont composés :

1- des fonds propres de base durs, communément appelés « *Common Equity Tier one* » (CET1) ou noyau dur des fonds propres ;

2- des fonds propres de base additionnels ou autres éléments de T1 (AT1) ;

(b) les fonds propres complémentaires (T2).

Les banques doivent être en permanence solvables, pour pouvoir faire face à leurs engagements à tout moment. C'est pourquoi, le comité de Bâle a établi des ratios de solvabilité, que toutes les banques doivent

respecter. Ces exigences visent à réduire le risque systémique et à renforcer la stabilité du système financier global. Des niveaux élevés de fonds propres augmentent la confiance des investisseurs et des déposants. Ils perçoivent la banque comme étant plus sûre et plus capable de résister aux chocs économiques. A l'analyse de tableau ci-dessus, toutes les banques maliennes respectent, le dispositif prudentiel de la BCEAO en matière de fonds propres au 31/12/2023, sauf ORABANK qui est une succursale de la filiale de Côte d'Ivoire. Des fonds propres robustes offrent à la banque une plus grande flexibilité pour saisir des opportunités de croissance, comme des acquisitions ou des investissements dans de nouvelles technologies, sans dépendre excessivement de financements externes. Une banque bien capitalisée peut emprunter à des taux plus favorables, car les prêteurs considèrent qu'elle présente un risque moindre. Cela peut entraîner une réduction du coût global du capital pour la banque. Les fonds propres sont essentiels pour la résilience financière, la conformité réglementaire, la confiance des parties prenantes, la capacité de prêt et la flexibilité stratégique des banques. Ils constituent un pilier fondamental de la santé et de la stabilité du secteur bancaire.

Tableau n°2: Rentabilité des banques

BANQUES	RESULTATS (<i>en millions de FCFA</i>)		
	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2023
BDM	20 348	21 689	24 432
BIM	562	-1 841	-4 716
BNDA	11 649	11 795	5 995
BCS	200	1 005	1 580
BOA	2 095	2 460	5 778
ECOBANK	17 088	22 703	32 462
BICIM	-1 365	3 323	6 016
BMS	351	18 203	5 273
BSIC	1 627	1 452	1 409
ORABANK	-2 659	-945	375
BAM	2 148	2 329	2 896
BCI	3 853	4 640	3 660
CORIS BANK	6 098	6 243	4 332
UBA	16	-916	598

TOTAL	62 011	92 140	90 090
--------------	---------------	---------------	---------------

Source : APBEF, 2023

La rentabilité des banques représente leurs aptitudes à dégager de leurs exploitations des gains suffisants, après déduction des coûts nécessaires à cette exploitation, pour poursuivre durablement leurs activités. Elle est issue du processus de transformation au sens large (telles que sur les contreparties, les taux d'intérêts, les devises ou les échéances) mis en œuvre par les banques dans le cadre de leur fonction d'intermédiation. En outre, les banques ont développé des activités qui dépassent la simple fonction d'intermédiation (ingénierie financière, opération de marché, gestion des moyens de paiement ...) mais qui sont désormais génératrices d'une part substantielle des résultats bancaires (Mikdashi, 1998 : 48). Globalement, nous constatons que l'ensemble des banques ont dégagé, une marge bénéficiaire de plus de 90 milliards en 2023, plus de 92 milliards en 2022 et de 62 milliards en 2021. Hormis la BIM, toutes les banques ont engendré des bénéfices en 2023. Nous constatons également que l'UBA et ORABANK qui étaient en perte en 2022, sont en train de se redresser.

2.2. Financement de l'économie malienne par les banques

Les banques commerciales jouent un rôle d'intermédiaire entre les épargnants et les emprunteurs. Elles collectent l'épargne des ménages et des entreprises et la redistribuent sous forme de prêts à ceux qui en ont besoin pour investir ou consommer. Les banques commerciales accordent des prêts aux entreprises pour financer leurs investissements, leurs besoins en fonds de roulement ou leurs expansions. Elles offrent également des crédits aux particuliers pour des achats importants comme l'immobilier, les voitures, ou pour des besoins de consommation. En accordant des crédits, les banques commerciales créent de la monnaie. Lorsqu'une banque accorde un prêt, elle crédite le compte du client du montant du prêt, augmentant ainsi la masse monétaire en circulation. Les banques commerciales fournissent des services de paiement qui facilitent les transactions économiques. Elles offrent des comptes courants, des cartes de crédit, et des services de paiement en ligne, permettant ainsi aux agents économiques de réaliser des transactions rapidement et efficacement. Les banques peuvent également investir directement dans

des entreprises ou des projets économiques, soit par des prêts, soit par l'acquisition de parts de capital. Cela permet de financer des projets qui peuvent stimuler la croissance économique. Les banques commerciales offrent des services de conseil financier, de gestion de patrimoine, et de planification fiscale aux entreprises et aux particuliers, en les aidant à optimiser leurs ressources financières et à prendre des décisions éclairées. Les banques facilitent les transactions internationales en offrant des services de change, des crédits documentaires, et des lettres de crédit, permettant ainsi aux entreprises de participer au commerce international.

Tableau N°3 : Nature des financements accordées par les banques

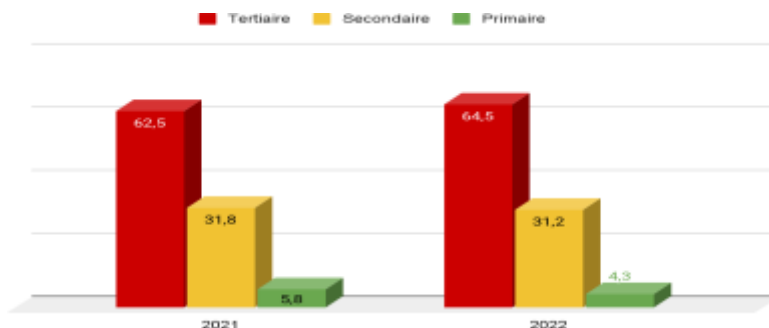
Natures	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Crédit à la consommation	169,8	210,4	217,1	209,4	347,6	360,0
Crédit à exportation	35,8	48,4	95,6	79,3	1,1	1,9
Crédit de trésorerie	931,7	974,3	875,7	688,9	446,6	466,9
Crédit à l'équipement	134,0	164,2	239,1	231,6	315,7	361,0
Crédit immobilier	19,3	24,3	10,5	56,0	217,8	175,1
Autres	168,6	180,9	169,2	158,0	318,5	418,3
Total	1459,1	1602,5	1603,2	1423,2	1647,3	1783,3

Source : BCEAO, 2022

Selon la loi bancaire, sont considérées comme banques les entreprises qui font profession habituelle de recevoir des fonds dont il peut être disposé par chèques ou virements et qu'elles emploient, pour leur propre compte ou pour le compte d'autrui, en opération de crédit ou déplacement. Les banques jouent un rôle crucial dans une économie. En somme, elles sont le moteur du système financier, permettant la circulation des capitaux et le développement économique. Quant à la répartition des concours suivant la nature des financements, elle révèle que la plus grande part du volume des crédits octroyés pour la satisfaction des besoins de trésorerie des entreprises pour près de 48% des concours en 2020, 27 % en 2021 et 26% en 2022. L'ensemble des concours octroyés à l'équipement représentent 16% en 2020, 19% en 2021 et 20% 2022. Les banques maliennes ont octroyé 48% et 46% de leur encours crédit à la consommation et à la trésorerie en 2021 et 2022. Le crédit accordé à

L'exportation est 0.11% en 2022, tandis que ceux accordés à l'immobilier est de 23% de la même année.

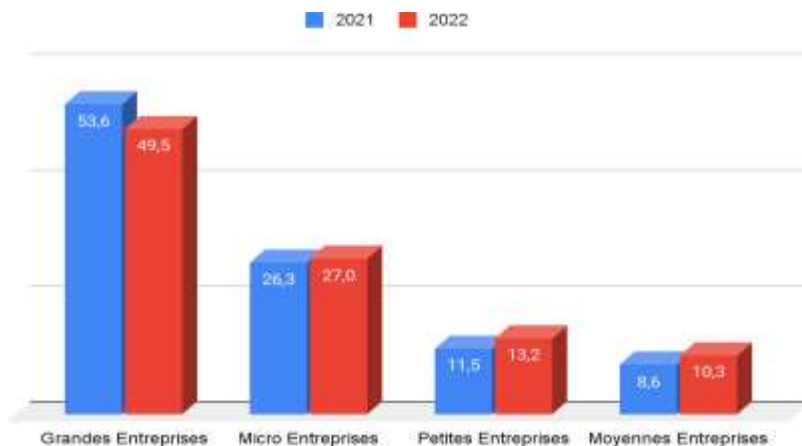
Graphique 01 : Evolution de la structure des crédits par secteur d'activité



Source : BCEAO, 2022

En 2022, nous constatons un accroissement des financements dédiés aux secteurs tertiaire (+2%) et secondaire reste près que stable, tandis qu'une baisse est notée au niveau du secteur primaire (-1,5%). En outre, les domaines d'activité des services restent les plus financés des secteurs de l'économie du Mali avec près des deux tiers ($\frac{2}{3}$) des concours accordés.

Graphique 02 : Evolution de la structure des crédits suivant la taille des entreprises



Source : BCEAO, 2022

Pour ce qui est des personnes morales, la hausse des crédits est ressortie plus importante au niveau des Microentreprises, Petites et Moyennes Entreprises (MPME) (+22,6%) que chez les Grandes Entreprises (+3,7%). En outre, les MPME ont capté plus de la moitié (51%) des crédits bancaires octroyés aux personnes morales en 2022 contre 46% en 2021.

Les résultats de l'étude indiquent qu'une augmentation de la compétitivité des banques commerciales est associée à une croissance économique accrue. Actuellement, toutes les banques respectent les normes de capitalisation de la BCEAO. Une augmentation de la concurrence entre les banques conduit à une baisse des taux d'intérêt et à une augmentation du volume des crédits, ce qui stimule l'investissement et la croissance économique. L'étude montre le niveau de sous financement du secteur primaire, or le Mali est un pays dont la structure économique est fortement dominée par le secteur primaire. Les résultats montrent la réticence des banques face aux financements de l'équipement ou

l'investissement. Le financement d'équipement joue un rôle crucial dans le succès des entreprises et favorise d'industrialisation du pays. L'économie malienne est dominée par les petites et moyennes entreprises, qui représentent 90% des entreprises, l'étude indique que cette couche ne bénéficie qu'environ 23% des crédits octroyés par les banques.

3- Discussion

La littérature économique a établi les fondements théoriques et empiriques de la relation entre le développement financier et la croissance économique d'une part, et le développement financier, la réduction des inégalités et de la pauvreté d'autre part, selon les travaux de Goldsmith (1969), Mc Kinnon (1973) et Shaw (1973). En effet, l'idée que les institutions financières pouvaient promouvoir la croissance économique date de Joseph Schumpeter qui soutenait déjà en 1912 que les banquiers, par la sélection des meilleurs projets et le financement des entrepreneurs, encourageaient l'activité innovatrice et stimulaient ainsi la croissance économique. Selon Stiglitz (1998), les imperfections du marché financier sont la cause fondamentale de la pauvreté dans les pays en développement. En effet, celles-ci empêchent souvent les pauvres d'emprunter pour investir dans des activités génératrices de revenu et en s'attaquant à ses causes, particulièrement l'asymétrie d'information et les coûts fixes de prêts à petite échelle, il est possible d'améliorer les opportunités pour les pauvres d'accéder à la finance formelle. En améliorant l'accès des pauvres aux services financiers, particulièrement au crédit et aux services d'assurance contre le risque, on renforce leurs actifs productifs, on améliore leurs productivités et on accroît leurs potentiels à générer des revenus durables. Cette contribution s'inscrit dans ce courant, en pensant que la compétitive des banques commerciales agit positivement sur le développement économique.

3.1. Un secteur bancaire rentable et efficace

En 2021 et 2022, le secteur bancaire malien, globalement rentable était en situation de liquidité du fait notamment des dépôts à vue et des conditions souples de refinancement de la banque centrale. Les taux de profit du secteur bancaire malien sont estimés entre 21 % et 23.5 % (rapport BCEAO, 2021). En janvier 2024, la BCEAO a décidé de relever le capital minimal des banques de 10 à 20 milliards et de maintenir celui

des établissements de crédit à 3 milliards. Cette mesure vise à favoriser l'émergence des banques solides et compétitives, en vue de renforcer la résilience du secteur bancaire et de répondre aux besoins croissants de financement de l'économie. Les banques agréées avant cette date, disposent d'un délai de trois ans pour se conformer au niveau seuil de 20 milliards. Un secteur bancaire rentable et efficace est crucial pour le développement économique et social d'un pays. Un secteur bancaire solide contribue à la stabilité financière du pays en assurant une gestion prudente des dépôts des clients et en prévenant les crises bancaires. La confiance dans le système bancaire encourage les dépôts et les investissements, créant ainsi une base stable pour la croissance économique. Elles facilitent ainsi l'accès au crédit pour les entreprises et les particuliers, ce qui est essentiel pour l'investissement et la consommation. En offrant des crédits et des services financiers, les banques soutiennent les investissements dans les secteurs productifs, ce qui stimule la croissance économique. Un secteur bancaire bien régulé et supervisé est moins susceptible de se livrer à des pratiques risquées qui pourraient conduire à des crises financières. Les autorités de régulation jouent un rôle essentiel en veillant à ce que les banques opèrent de manière prudente et transparente. En somme, un secteur bancaire rentable et efficace est le pilier d'une économie prospère. Il soutient la croissance économique, la stabilité financière et l'inclusion sociale tout en contribuant à la gestion des risques et à l'optimisation des ressources financières.

Cette étude montre clairement la méfiance des banques pour le financement de l'économie malienne à hauteur de leur solidité.

3.2. Influence du financement bancaire sur le développement économique

Le rationnement de crédit demeure un véritable problème pour les secteurs bancaires au Mali. La majeure partie des maliens n'ont pas accès au crédit bancaire, parce qu'ils sont trop pauvres, parce qu'ils ne répondent pas aux exigences du secteur bancaire en termes de garantie, parce que leurs activités ne sont pas très bien structurées et donc leur risque ne peut être bien évalué par les prêteurs. Le crédit est essentiel dans l'économie d'un pays en voie de développement comme le Mali pour une multitude raison.

L'économie malienne est tenue par les petites et moyennes entreprises à hauteur de plus de 90% et cette couche ne bénéficie que 23% des financements globales des banques. Les PME sont les principaux créateurs d'emplois au Mali. Un accès adéquat au financement permet à ces entreprises de croître et de recruter davantage de personnel, réduisant ainsi le taux de chômage et contribuant à la stabilité économique. Le financement des PME par les banques est donc un levier essentiel pour le développement économique pour le Mali. Il stimule la croissance, l'innovation, l'emploi, et la diversification économique, tout en contribuant à la réduction de la pauvreté et à la stabilité financière.

Le secteur primaire, qui comprend l'agriculture, l'élevage, la pêche, la sylviculture et les industries extractives, est la colonne vertébrale de l'économie malienne. Selon la banque mondiale, la contribution du secteur primaire en 2022, représentait 41,3% du PIB avec une large part pour l'agriculture (20,4, % du PIB). Un financement adéquat permet aux agriculteurs d'investir dans des technologies modernes, des intrants de meilleure qualité et des infrastructures agricoles, augmentant ainsi la production et la productivité. Le financement peut également aider à développer les chaînes de valeur du secteur primaire. En soutenant les producteurs, les transformateurs, les distributeurs et les exportateurs, les banques contribuent ainsi à une meilleure intégration des marchés et à une plus grande valeur ajoutée au long de la chaîne de production.

Cette étude montre que les banques maliennes ont consacré 4,5% de leur financement global au secteur primaire contre 64,5% au secteur tertiaire, dominé par le commerce qui contribue à hauteur de 37,5% du PIB. Le financement des investissements et de l'équipement par les banques dans un pays en revêt une importance cruciale. Le financement bancaire permet aux entreprises d'acquérir des équipements et des technologies modernes, améliorant ainsi leur productivité et leur compétitivité. Cela se traduit par une augmentation de la production, des revenus et, en fin de compte, du PIB national. Les résultats de l'étude, nous montre que l'équipement a bénéficié que 20% des encours de crédit octroyés par banques en 2022 et contre 48% pour la consommation. Le financement des investissements et de l'équipement par les banques est un levier indispensable pour stimuler la croissance économique.

Les banques consacrent peu de financement aux secteurs vitaux (agriculture, l'élevage et pêches) de l'économie malienne ainsi qu'aux acteurs dominants (TPE/PME/PMI et les acteurs informels) de l'économie du pays.

Conclusion

Cette étude a approfondi la compréhension de l'impact du secteur bancaire sur la croissance économique du Mali. L'objectif était de dégager une compréhension claire sur le lien qui existe entre la compétitivité des banques commerciales et le développement économique du pays. Les résultats obtenus, nous confirment la compétitivité des banques maliennes ainsi, elles exercent une influence fondamentale dans l'allocation de capital, le partage de risque et la croissance économique. L'étude révèle une relation causale positive et significative entre le secteur bancaire et la croissance économique, en soutenant que le système bancaire a un effet positif sur la croissance de l'économie. Les résultats révèlent néanmoins le sous financement du secteur primaire, les petites et moyennes entreprises, et aussi pour l'équipements ou l'investissements qui bénéficient respectivement 4,5%, 23% et 19% de financement global des banques. Ces trois éléments sont incontournables pour l'émergence d'une économie malienne dynamique et prospère.

Ces différents résultats, nous amènent à formuler les recommandations suivantes :

- Pour insister les banques commerciales à financer suffisamment le secteur primaire, il conviendra de mettre en place une politique de fonds de garantie plus souple et plus accessible, valoriser aussi l'investissements publics dans les infrastructures de base afin de limiter les aléas climatiques qui rendent trop risqués les investissements dans le secteur primaire.
- Il sera intéressant que les banques commerciales appliquent correctement le dispositif de soutien au financement des PME/PMI, initié par la BCEAO.

Ces propositions, si efficacement mises en œuvre, pourraient non seulement répondre aux défis immédiats, mais aussi poser les jalons d'une croissance économique durable et inclusive au Mali, contribuant ainsi de manière significative au développement économique du pays.

Cependant, il est important de reconnaître les limites de notre étude. La méthode des quotas utilisée, bien qu'efficace pour notre analyse, peut limiter la « généralisable » des résultats par rapport aux méthodes probabilistes. De plus, la taille restreinte de l'échantillon et les conditions d'accès aux responsables des banques. Malgré ces limites, notre étude enrichit significativement la littérature existante. Elle pose les bases pour des recherches futures, qui devraient inclure des échantillons plus larges telles que les établissements financiers et les institutions de microfinance. Notre étude contribue sans contesté à la littérature existante, en offrant une compréhension approfondie le lien qui existe entre la compétitivité des banques et le développement économique.

La compétitivité des banques commerciales au Mali a une portée sociale et économique significative. Elle favorise l'inclusion financière, la création d'emplois, l'éducation financière, l'amélioration des services bancaires et la réduction de la pauvreté.

Économiquement, elle stimule l'investissement, mobilise l'épargne, encourage l'innovation, favorise la croissance économique et renforce la stabilité financière.

Enfin, une compétition saine et efficace entre les banques commerciales est essentielle pour le développement économique et le bien-être social au Mali.

Références bibliographiques

Bryman. A. (2016). « Social Research Methods » (5th ed.). London: Oxford University Press.

Creswell. J. W. & Plano Clark, V. L. (2011). « Designing and Conducting Mixed Methods Research », 2nd Edition, Sage Publications, Los Angeles.

Flick. U. (2018). « An Introduction to Qualitative Research » (6th ed.). <https://uk.sagepub.com/en-gb/eur/an-introduction-to-qualitative-research/book261109>.

Goldsmith. R. (1969). « Financial Structure and Development » *New Haven, CT, Yale University Press*.

Lucas. JR. (1988). « on the mechanics of economic development » *Journal of Monetary Economics* 22 (1988) 3-42. North-Holland.

MC Kinnon. R.I (1973). « Money and capital in economic development », Washington DC, Brookings Institut.

- Mikdashi. Z. (1998). « Les banques à l'ère de la Mondialisation » Paris, *Economica* 365P.
- Paillé. P. & Mucchielli. A.** (2012). « L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales » (3^e éd.). Paris : *Armand Colin*.
- Rapport annuel BCEAO** (2021). Les banques de l'UEMOA.
- Rapport APBEF** (2023). Les performances des banques maliennes.
- Rapport Banque Mondiale** (2022). « Créer des marches au Mali : Mobiliser le Secteur Privé pour une Relance et une Résilience Economique ».
- Rapport BCEAO.** (2022). Les conditions des banques dans l'UEMOA.
- Rapport FAO.** (2021). Etat de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde.
- Robinson. J.** (1952). « The Generalization of the General Theory » In: *The Rate of Interest and Other Essays, London: MacMillan*.
- Schumpeter. J.** (2011). « Theory of Economic Development: An Inquiry into Profits, Capital, Credit, Interest, and the Business Cycle » *Ukrainian translation by V.Starko. Kyiv, Publishing House of Kyiv-Mohyla Academy (in Ukrainian)*.
- Shaw. E.** (1973). « Financial deepening in economic development » New York, *Oxford University Press*.